

L'OBSEVATEUR

de la Cohésion Sociale

Bulletin Trimestriel de l'Observatoire de la Solidarité et de la Cohésion Sociale N°21

Célébration de la Journée nationale de la solidarité (JNS) 2022

LA MINISTRE BELMONDE DOGO EXHORTE LES POPULATIONS À S'APPROPRIER LES VALEURS DE LA SOLIDARITÉ COMMUNAUTAIRE

Le plaidoyer du DG de l'OSCS pour l'implication des communautés dans les actions d'assistance de l'Etat



Bouna / Insécurité des biens

**9 VÉHICULES INCENDIÉS
PAR DES INCONNUS**

Gagnoa / Cohésion sociale

**LA COMMISSION RÉGIONALE
DU GÔH ÉTEINT UN CONFLIT
À MÈNÈKRÉ**



MINISTÈRE DE LA SOLIDARITÉ
ET DE LA LUTTE
CONTRE LA PAUVRETÉ

ÉDITO
**DIALOGUES POLITIQUE ET SOCIAL :
CES MESURES DU GOUVERNEMENT
QUI RENFORCENT LA COHÉSION
SOCIALE**



Rarement message à la Nation n'avait suscité autant d'espoir chez les Ivoiriens que celui prononcé par le Président de la République, SEM Alassane Ouattara le 6 août 2022.

Ayant pris la pleine mesure des attentes de ses compatriotes, celui-ci a annoncé une série de mesures sociales permettant aux fonctionnaires et agents de l'État de faire face à l'inflation qui frappe durement le monde entier.

Applicables dès la fin du mois d'août 2022, ces mesures issues des négociations entre le Gouvernement et les syndicats, entraînent une revalorisation des salaires des agents du secteur public.

En outre, « dans le souci de renforcer la cohésion sociale », un décret accorde la grâce présidentielle à l'ancien président Laurent Gbagbo qui a obtenu également le dégel de ses comptes et le paiement de sa rente viagère. Dans cette veine, le contre-amiral Vagba Faussignaux et le commandant Jean-Noël Abehi, condamnés pour des infractions liées à la crise postélectorale de 2010, obtiennent la libération conditionnelle.

Le discours tant attendu du Président de la République a eu un impact certain sur le climat politique et l'atmosphère socioéconomique quelque peu surchauffés à cause de la cherté de la vie. Ces mesures conduisent à l'amélioration des conditions de vie des fonctionnaires qui en principe devraient être davantage dévoués à accomplir leur travail de façon professionnelle pour le grand bonheur des usagers du service public très souvent en colère contre leur comportement.

Certes, des voix ont jugé ces mesures « insuffisantes » mais la majorité des Ivoiriens a accueilli très favorablement ces revalorisations salariales. L'accord entre le Gouvernement et les syndicats devrait instaurer une nouvelle trêve de cinq ans et calmer le front social surtout que les deux parties sont parvenues à un modus vivendi sans passer par un bras de fer.

Cette trêve sociale de cinq ans et l'application des recommandations du dialogue politique augurent des lendemains meilleurs pour les Ivoiriens qui aspirent à vivre en paix.

Tiohozon Ibrahima COULIBALY

Sommaire

Au fil du temps... la cohésion sociale _____ P. 2
Actualité _____ P. 3
État de la Cohésion Sociale _____ P. 4
Plaidoyer _____ P. 5
Pas à pas _____ P. 6

- *La cohésion sociale : on avance, on recule*
- *Tous Azimuts*
- *En filigrane*

L'OSCS en mouvement _____ P. 7
Zoom Sur... _____ P. 8



Rédaction : siège de l'OSCS sis aux Deux Plateaux 7^{ème} Tranche non loin du pont reliant la 8^{ème} Tranche. 04 BP 1861 Abidjan 04, Tél: 27 22 42 67 34

Site web : www.oscs.solidarite.gouv.ci

Facebook : Observatoire de la Solidarité et de la Cohésion Sociale/OSCS

Directeur de Publication : Tiohozon Ibrahima COULIBALY

Coordonnateur de la Rédaction : Mahamadou DOUMBIA

Rédacteur en chef : Adam ABOU

Editeur : Observatoire de la Solidarité et de la Cohésion Sociale

Tirage : 2000 exemplaires

OBSERVATOIRE DE LA SOLIDARITÉ ET DE LA COHÉSION SOCIALE

Observer, Analyser et Prévenir pour renforcer la solidarité et la cohésion sociale

Pour tous les faits ou situations qui pourraient troubler la cohésion sociale, appeler au

07 88 47 46 03 / 05 65 40 76 92 / 01 01 49 52 79

Journée Nationale de la Solidarité LE SUD COMOÉ ACCUEILLE LES FESTIVITÉS DE L'ÉDITION 2022

La célébration de l'édition 2022 de la Journée Nationale de la Solidarité (JNS) s'est déroulée à Aboisso, dans la région du Sud Comoé, du 15 au 17 septembre 2022.



Des vivres et des non vivres d'une valeur de 38 millions offerts aux populations d'Aboisso par Madame la Minsitre Myss Belmonde DOGO.

Campagne de sensibilisation, conférence et panel sur la solidarité communautaire et la cohésion sociale ; communication sur le mécanisme d'assistance du Ministère de la Solidarité et de la Lutte contre la Pauvreté aux victimes des sinistres ; activités sportives (fitness, maracana et jeux de société) ; opération de planting d'arbres... Telles sont les activités qui ont rythmé le quotidien des populations de la ville d'Aboisso, dans la région du Sud Comoé. Ce, dans le cadre de la célébration de l'édition 2022 de la Journée Nationale de la Solidarité. Un événement célébré chaque année (le 25 août), en vue d'inscrire dans la conscience collective, la solidarité comme valeur sociale, gage d'une paix durable, indispensable pour le développement de la nation.

Cette 16^{ème} édition qui avait pour thème "Solidarité, facteur d'inclusion sociale", a été, dès la première journée, marquée par d'importantes activités qui ont permis au Ministère de la Solidarité et de la Lutte contre la Pauvreté, en synergie avec les autorités administratives de la région, d'expliquer le bien-fondé de la solidarité dans toutes les sociétés et la politique du Gouvernement pour la renforcer au sein de la population.

En effet, la conférence inaugurale des festivités qui a porté sur le thème "Solidarité, facteur d'inclusion sociale", a été l'opportunité pour la Direction de la Solidarité d'exhorter les Ivoiriens à mutualiser leurs efforts pour consolider la solidarité.

Aussi, le panel sur les Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC), mise en place par le Ministère de la Solidarité et de la Lutte contre la Pauvreté pour fédérer les populations autour du mécanisme d'épargne, a été l'occasion pour les responsables de quatre d'entre elles de partager leur riche expérience avec les populations.

En outre, une communication sur le mécanisme d'assistance aux populations sinistrées, animée par le Chef du Département de la Communication et des Relations Extérieures de l'Observatoire de la Solidarité et

de la Cohésion Sociale (OSCS), M. Eugène Bilé, a permis d'expliquer le processus de l'expression de l'assistance sociale du Gouvernement à travers le Ministère de la Solidarité et de la Lutte contre la Pauvreté.

Des dons aux populations d'Aboisso

Les journées du 15 septembre, celles du 16 et 17 ont été meublées par des activités sportives (fitness, Maracana, jeux...) et une opération de planting d'arbre avant la clôture de la célébration et des dons en vivres et en non vivres, en présence du Président du Conseil Régional du Sud Comoé, M. Aka Aouélé, par ailleurs Président du Conseil Économique Social Environnemental et Culturel et de Madame la Ministre de la Solidarité et de la Lutte contre Pauvreté, Myss Belmonde Dogo.

L'un des temps forts de cette célébration a été l'important don de Madame la ministre qui a permis de sortir M. Kouamé K. P. et sa famille, de la précarité. Elle lui a offert un appartement de trois pièces, loué et équipé pour un an par ses services, en attendant de lui construire une maison. « Il aura une maison construite d'une valeur de 8 millions de francs CFA au terme de la période locative », a promis Myss Belmonde Dogo. Aussi un fonds de commerce a-t-il été remis à l'épouse afin de lui permettre d'être autonome et aider sa famille.



La ministre Myss Belmonde Dogo et des autorités administratives de la ville d'Aboisso visitant l'appartement loué pour la famille Kouamé, après la remise des clés.

Il faut noter qu'à Aboisso, M. Kouamé Koffi, éprouvé plusieurs fois dans la vie, vivait avec 5 enfants, dans la misère. Sa femme, ses enfants et lui dormaient dans un poulailler qui leur servait de lieu d'élevage, construit grâce à une connaissance. L'endroit était marécageux et la maison en terre battue qui leur servait de logis, s'était écroulée. Si bien que la famille s'est retrouvée dans une partie du poulailler. Le couple Kouamé a même perdu une fille morte par noyade dans la mare qui jouxte leur habitation.

En plus, Madame la Ministre de la Solidarité et de la Lutte contre la Pauvreté a fait des dons en vivres et non vivres de plus de 38 millions F CFA destinés aux personnes vulnérables de la région du Sud-Comoé.

Conflits et accidents 40 PERSONNES PERDENT LA VIE EN DEUX JOURS



226 personnes sont mortes dans des accidents de la circulation du 1er juillet au 30 septembre 2022. Parmi ces accidents mortels, les deux qui se sont produits le 1er Août sur l'axe Yamoussoukro-Kononfla et à Abobo Djibi sur la route d'Alépe, ont particulièrement marqué ce trimestre. En une seule journée, ces deux accidents ont fait au total 37 morts et 13 blessés. On note aussi que 4 114 accidents ayant provoqué 8 305 blessés pour 8 531 victimes au total ont été enregistrés. Il faut noter que l'une des causes de ces nombreux morts enregistrés en une journée dans deux accidents, est l'imprudence de l'un des conducteurs qui a voulu faire un dépassement. Il est donc important pour les automobilistes, surtout de transport commun, de faire preuve de prudence, en observant scrupuleusement les règles du code de la route.

Ce trimestre a aussi enregistré au total 22 conflits qui ont fait 6 morts et 41 blessés. On note parmi ces conflits celui qui a opposé des jeunes Malinké et Abbey le 31 Juillet 2022, à N'douci. L'on déplore malheureusement 3 morts, 1 blessé et des dégâts matériels. Ce 31 juillet et le 1er août ont ainsi enregistré 40 morts au total.

Alice SANOGO

Petite saison des pluies PLUSIEURS COMMUNES IMPACTÉES PAR LES INONDATIONS



Plusieurs habitations ont été inondées à cause des fortes précipitations enregistrées pendant la petite saison des pluies.

La petite saison des pluies a été marquée par des cas d'inondation qui ont impacté plusieurs communes d'Abidjan et de l'intérieur du pays. Au niveau de la fréquence, sur un total de 91 cas enregistrés par le Mécanisme d'alerte précoce (MAP) de l'OSCS au cours du 3ème trimestre de l'année, Abobo arrive en tête avec 19 cas d'inondations

des habitations liées aux dites pluies. Dabou et Port Bouet suivent avec respectivement 5 et 3 cas d'inondations liées aux averses. Agboville avec 5 cas, est la commune la plus touchée par les inondations liées aux crues des cours d'eau.

M. DOUMBIA



Un véhicule de particulier incendié à Bouna.

La ville de Bouna a été secouée par un phénomène inhabituel d'incendie de véhicules par des individus non identifiés, au cours du troisième trimestre de l'année 2022 pendant une semaine. Au total 9 véhicules administratifs et individuels ont été incendiés. Deux véhicules ont été incendiés le 19 août, 5 le 23 août et 2 autres le 26 du même mois. La récurrence de ces faits a provoqué la psychose et la panique des populations dans la ville. Face à cette situation, le Préfet de la région du Bounkani, Préfet du département de Bouna, a ordonné l'interdiction de la vente en détail du carburant dans la ville. Heureusement que la mise en place d'un dispositif sécuritaire composé de forces de l'ordre et de comités de veille communautaires en soutien à celles-ci a permis de stopper ce phénomène pour l'instant.

Jean Luc KOUAME

Incendies 653 CAS ENREGISTRÉS

Le 3ème trimestre de l'année a été marqué par 653 cas d'incendies dont 190 dans le mois de juillet, 260 en août et 203 en septembre. Ces incendies ont semé la désolation dans plusieurs ménages sur tout le territoire national en provoquant 15 décès, 28 blessés et plusieurs biens partis en fumée. Il s'agit pour la plupart des cas, de feux de maison, d'usine, de chambre, de voiture, sur installations électriques et sur bouteille de gaz. On note un nombre plus élevé des feux de chambre dans les communes de Yopougon (57 cas), Cocody (36 cas), Bouaké (25 cas) et Abobo (20 cas). Aussi, Yopougon à elle seule a enregistré les taux les plus élevés de feux de voiture avec 17 cas et de feux sur bouteille de gaz avec 30 cas. En ce qui concerne les feux sur installation électrique, les plus grands nombres de cas se sont produits à Yopougon (29 cas) et à Cocody (25 cas).

Des cas d'incendie graves ont été enregistrés, notamment celui d'Adjamé 220 logements-Bloc Célibataire qui a été provoqué le 21 août par l'explosion d'une bouteille de gaz butane dans un "studio". Quatre (4) des six (6) jeunes qui ont été brûlés, ont perdu la vie.

Adam ABOU

SOLIDARITÉ COMMUNAUTAIRE : CULTIVONS LES VALEURS D'ENTRAIDE ET D'ASSISTANCE MUTUELLE

La société est de plus en plus marquée de nos jours par le déclin de la solidarité face à la montée de l'individualisme. Poser le problème de la solidarité communautaire dans notre pays aujourd'hui, c'est reconnaître le recul d'une valeur sociale traditionnelle qui permet à l'homme de vivre en harmonie permanente dans son environnement.

En effet, la solidarité communautaire s'exprime par le partage et l'assistance mutuelle et permet à tous ses membres de se soutenir et d'apprécier le bonheur de vivre ensemble. Dans nos sociétés traditionnelles, les travaux champêtres se faisaient dans l'union, d'une parcelle à l'autre. Un gros gibier abattu était partagé entre tous les habitants. L'éducation des enfants était l'affaire de toute la communauté. Les mêmes valeurs leur étaient enseignées. De la sorte, tout manquement à la morale par un membre impactait toute la communauté et tous prenaient des dispositions coercitives pour effacer toutes traces du délit et éviter que cela se reproduise. Mais de nos jours, ce mode de vie a disparu du quotidien des populations, notamment en zone urbaine. Le changement des mentalités emmène la plupart des populations de différentes couches sociales à se détourner des fondamentaux de la solidarité de nos sociétés traditionnelles pour un repli sur soi, pour l'individualisme.

Devant la douleur, devant les épreuves et les adversités de tout genre, le semblable est impassible. Il n'est pas rare de voir un anniversaire se fêter à côté des funérailles sans émouvoir les participants. « A chacun ses problèmes », a-t-on coutume de dire dans nos cités. Et pourtant, l'entraide en communauté est d'une nécessité sans borne. Un penseur, Jean-Pierre Florian disait : « Aidons-nous mutuellement, la charge de nos maux sera plus légère ».

Des exemples de solidarité à promouvoir

Heureusement que dans cette grisaille, certaines personnes et quelques communautés continuent de pratiquer cette solidarité agissante.

En effet, la solidarité communautaire qui s'est manifestée à Alloko Koffifro dans la sous-préfecture d'Ananda où des ménages ont spontanément accueilli leurs frères sinistrés en septembre 2022 par la crue du N'zi, est un très bon exemple qui doit pouvoir inspirer les populations des autres contrées de la Côte d'Ivoire.

Il en est de même pour ces plus de 9 000 moniteurs bénévoles au côté de l'Observatoire de la Solidarité et de la Cohésion Sociale (OSCS) qui s'engagent au quotidien pour donner l'alerte afin que la solidarité s'exprime et que la cohésion sociale soit sauvegardée par l'animation du Mécanisme d'alerte précoce de l'OSCS.

Cela permet de porter secours à nos semblables, de nous engager pour le partage des valeurs du vivre ensemble comme le faisaient nos parents dans les sociétés traditionnelles.

En outre, des initiatives collectives à travers des groupements de personnes permettent d'entretenir la solidarité agissante entre les populations. C'est le cas de l'Association Ihsan pour le développement et l'éducation (AIDE) qui a remis le 21 novembre 2022 des vivres et non vivres aux populations victimes des inondations des mois de juin, juillet et août, dans la commune d'Abobo. Cette association répondait ainsi à l'appel à la solidarité lancé par Madame la Ministre Myss Belmonde Dogo en faveur des personnes rendues vulnérables par les grandes pluies qui se sont abattues sur la ville d'Abidjan.



Madame la Ministre Myss Belmonde Dogo exprimant la solidarité du Gouvernement à la famille Kouamé, à l'occasion de la JNS 2022, à Aboisso.

L'appel de Madame la Ministre de la Solidarité et de la Lutte contre la Pauvreté

Pour Madame la Ministre de la Solidarité et de la Lutte contre la Pauvreté, Myss Belmonde Dogo, l'essence de l'action gouvernementale en matière de solidarité réside dans l'engagement de tous, de façon solidaire dans le développement de la Côte d'Ivoire. «L'objectif du gouvernement en posant les actes de solidarité n'est pas d'entretenir la vulnérabilité des personnes fragilisées par les épreuves mais de permettre à ces personnes de saisir les opportunités pour aller vers l'autonomisation afin qu'ensemble nous construisons tous la Côte d'Ivoire solidaire», a-t-elle déclaré, à l'occasion d'une cérémonie de remise de kits scolaires à des élèves, le 28 septembre 2022.

Ainsi, cet élan de solidarité du Gouvernement se manifeste dans divers domaines comme l'assistance aux parents de victimes d'accident de la route sur l'axe Sinfra-Yamoussoukro le 30 août ; la distribution de 38 millions de F CFA aux familles vulnérables à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de la solidarité (JNS) à Aboisso le 18 septembre ; l'assistance aux victimes d'une tornade à hauteur de 27 millions F CFA à Minfla (Zuénoula) le 20 septembre ; l'assistance aux victimes d'une intoxication alimentaire à Bouaflé le 26 septembre, etc.

Il est cependant important que les entités décentralisées de l'Etat s'inspirent davantage de l'action gouvernementale en matière de solidarité, pour aider plus les populations vulnérables. Il s'agit par exemple des Mairies et des Conseils régionaux, et même des cadres des régions et des célébrités plus nantis. D'ailleurs, Son Excellence Monsieur le Président de la République Alassane Ouattara ne cesse de le demander à ses ministres et à d'autres personnalités.

En outre, il est temps d'emmener nos concitoyens à promouvoir la solidarité envers leurs semblables. Chacun de nous doit cultiver le sens de la solidarité communautaire et le don de soi, car aider son semblable, c'est s'aider soi-même. L'entraide peut revêtir plusieurs formes : aider son voisin à repousser des agresseurs ou appeler les secours ; compatir au deuil qui frappe une famille voisine ; contribuer à la scolarisation des enfants de parents démunis ...

En définitive, faisons nôtre, cette pensée de Erich Fromm : « Tous les hommes dépendent les uns des autres. La solidarité humaine est la condition nécessaire à l'épanouissement de tout individu ».

LA COHÉSION SOCIALE...

 On avance

AFFAIRE "49 SOLDATS IVOIRIENS ARRÊTÉS AU MALI": BRAVO À LA POPULATION POUR SA DISCIPLINE

49 soldats ivoiriens envoyés en mission au Mali, dans le cadre de la Mission Multidimensionnelles Intégrées des Nations Unies au Mali (MINUSMA), ont été arrêtés depuis le 10 juillet 2022. Les autorités maliennes les qualifient de « mercenaires entrés illégalement sur leur territoire pour déstabiliser le pouvoir en place ». Malgré les négociations entreprises pour leur libération, le Gouvernement malien n'a libéré que trois femmes « pour des raisons humanitaires ». Cette attitude des autorités maliennes exaspère bon nombre d'Ivoiriens qui menacent d'entreprendre des actes de représailles contre les populations maliennes. Mais face au choix du Gouvernement de régler cette crise par la voie diplomatique, les populations ivoiriennes font preuve de discipline et de retenue. Elles suivent la démarche pacifique de leurs dirigeants qui ne cessent de les rassurer tout en les invitant à rester calme et éviter de tenter toutes actions qui pourraient engendrer une escalade de violences entre les peuples des deux pays. Une invitation bien suivie, au regard de la posture apaisante des populations. Une attitude qui préserve la cohésion entre les peuples malien et ivoirien, pour permettre à la Côte d'Ivoire de continuer sa marche vers le développement.

A. ABOU

 On recule

MANTONGUINE (MAHAPLEU) : UN DOUANIER TIRE EN L'AIR À DES FUNÉRAILLES ET FAIT UN MORT

Venu accompagner son collègue A.G. E à sa dernière demeure dans son village de Mantonguiné, Sous-préfecture de Mahapleu (Danané), un douanier qui voulait tirer en l'air, a tué accidentellement un élève de 18 ans en classe de 3ème et blessé une femme de 45 ans. Pourtant, l'Etat a interdit de tels actes capables de provoquer un drame comme ce fut le cas à Mantonguiné. L'époque où l'on se permettait de jouer avec son arme en tirant des rafales en l'air, avec tous les risques que cela comporte, est révolue. Revenir à cette pratique dangereuse ôtant ainsi la vie à un jeune dans la fleur de l'âge et blessant une dame de 45 ans ne fait que nous ramener encore des années en arrière.

M. DOUMBIA

TOUS AZIMUTS

**Prévention des crises
LA COMMISSION RÉGIONALE DU GÔH ÉTEINT
UN CONFLIT À MÈNÈKRÉ**


Le Sous-Préfet de Gagnoa et la Secrétaire Technique de l'OSCS ont réuni les habitants de Ménékré afin de leur éviter un conflit.

Une délégation de la Commission régionale de l'OSCS dans la Région du Goh composée de M. Soumahoro Moussa, sous-préfet de Gagnoa et de Mme Tio Alice, Directrice Régionale de la Solidarité et de la Lutte contre la pauvreté dans le Gôh et Secrétaire Technique de la Commission Régionale de la même région, s'est rendue le 16 septembre 2022 à Ménékré, (Gagnoa). Ce, en vue d'apporter des solutions à un conflit communautaire imminent. Le Sous-préfet et Mme Tio Alice se sont faits accompagner par des experts de la santé et des ressources animales afin d'apporter leur avis sur l'objet du conflit, notamment, la proximité d'un parc d'élevage de bœuf avec un centre de santé en construction et des habitations dans le village. Projet auquel s'oppose la chefferie. Grâce aux négociations, un accord a été trouvé entre les parties en conflit, pour une exploitation du parc dans un délai de 5 ans. Mme Tio Alice a saisi l'opportunité pour rappeler aux habitants du village la nécessité pour les populations de vivre ensemble. On note aussi à l'actif de la Commission régionale du Gôh, d'autres activités dont une visite de Mme Tio Alice et son équipe au Foyer des Guibess, à Guibéroua, à la demande de Madame la Ministre Belmonde Dogo, en vue de faire l'état des lieux de cet établissement, pour le remettre en activité. Construit en 2014 par l'Association des femmes de Guibéroua résidant en Europe, pour faciliter l'hébergement des jeunes filles scolarisées dont les parents sont dans les campements et les villages éloignés, et surtout, lutter contre les abus sexuels des tuteurs sur les jeunes filles, ce foyer est fermé. Il a donc été remis au Ministère de la Solidarité et de la Lutte contre la Pauvreté pour sa remise en activité.

Mathurin KOUAKOU / Rachel YAPO

EN FILIGRANE

Indemnisation des victimes des crises
Le GOUVERNEMENT OFFRE DES PRISES EN CHARGE

Madame la Ministre de la Solidarité et de la Lutte contre la pauvreté, M^{me} Belmonde Dogo, a remis le jeudi 29 septembre 2022 au Plateau, des prises en charge scolaires aux victimes des crises survenues en Côte d'Ivoire. A cette occasion, elle a exhorté les victimes à une prise de conscience collective. « Mon ministère, c'est la solidarité et la lutte contre la pauvreté. Je n'entretiens pas la pauvreté, je lutte contre elle. Je vous demande de rembourser les fonds en pensant aux autres. Vous avez 18 mois pour rembourser et 6 mois de différé pour une somme de 500.000 F CFA », a-t-elle souhaité. Près de 259 prises en charge scolaire, 10 chèques de 500.000 F CFA remis aux victimes à mobilités réduites pour des activités génératrices de revenus et 3 prises en charge médicales ont été distribués au cours de la cérémonie. Au total, Madame la Ministre a distribué 35 millions de F CFA aux victimes.

V. OULOTO



Madame la Ministre Belmonde Dogo remettant une prise en charge à une victime.

Élections législatives et sénatoriales partielles 2022 L'OSCS SALUE LE SENS DE CIVISME DES CANDIDATS ET DES ÉLECTEURS

A l'issue d'une opération d'observation des élections législatives et sénatoriales partielles qui se sont déroulées, le 3 septembre dernier, dans les 10 localités des quatre circonscriptions concernées, notamment Bodokro, Lolobo, N'guessankro, Gnamangui, Méagui, Oupoyo, Bobi et Diarabana situées respectivement dans les régions du Gbêkê, de la Nawa, du Worodougou et du Haut Sassandra, le Ministère de la Solidarité et de la Lutte contre la Pauvreté, à travers l'Observatoire de la solidarité et de la cohésion sociale (Oscs), a salué le sens de civisme des candidats et des électeurs pendant le processus. La mission d'observation électorale conduite par l'OSCS a constaté que ces élections se sont déroulées dans la quiétude et la cohésion. Aucun acte majeur d'incivisme ni de violence n'a été observé, des campagnes à la proclamation des résultats, en passant par le scrutin et le dépouillement des bulletins de votes. « Les discours des candidats étaient courtois et invitaient les populations à participer au vote de manière pacifique, dans la quasi-totalité des localités observées. La campagne s'est déroulée dans une atmosphère de convivialité et de saine compétition », a déclaré M. Coulibaly Tiohazon Ibrahima, Directeur général de l'OSCS. Le ministère de la Solidarité et de la lutte contre la pauvreté à travers l'Oscs, a salué le sens de civisme des candidats et des électeurs qui a permis un déroulement sans violence du scrutin.

Adam ABOU

Cellules d'alerte précoce universitaires LES PARTIES PRENANTES DU PROJET FONT LE BILAN



Les responsables de l'OSCS et de l'UNFPA ont félicité les animateurs des CAPU pour leur engagement.

Après plusieurs mois de fonctionnement, les Cellules d'alerte précoce universitaires (CAPU), installées par l'OSCS dans les Universités Alassane Ouattara de Bouaké, Nangui Abrogoua d'Adjamé et Felix Houphouët Boigny de Cocody, avec l'appui de l'UNFPA et le PNUD, en vue de contribuer à la prévention et à la gestion des conflits, ont dressé le bilan de leurs activités et envisagé des stratégies pour leur pérennisation. C'était au cours d'un atelier qui s'est tenu du 27 au 28 septembre 2022, à l'Hôtel Palm club d'Abidjan, en présence du Directeur Général de l'Observatoire de la Solidarité et de la Cohésion Sociale (OSCS), Coulibaly Tiohazon Ibrahima et de M. Léon Crizoua de l'UNFPA. Les étudiants responsables qui animent ces cellules ont présenté les activités menées, les acquis et les difficultés rencontrées, et fait des suggestions pour l'avenir des CAPU. On note entre autres acquis : la reconnaissance des CAPU par la communauté universitaire ; la représentation de différents leaders d'associations dans les CAPU ; la facilité d'accès à l'information ; et la promotion de l'excellence et du mérite. Tout en prenant bonne note des forces et des faiblesses exposées, les partenaires au projet ont décidé d'organiser des activités et entreprendre des actions pour améliorer le fonctionnement des CAPU.

Eudoxie MANGOUA

Aboisso / Journée Nationale de la Solidarité L'OSCS EXPLIQUE AUX POPULATIONS LE MÉCANISME D'ASSISTANCE DU MINISTÈRE DE LA SOLIDARITÉ ET DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ



M. Eugène Bilé, Chef du Département Communication et Relations Extérieures de l'OSCS, explique aux populations d'Aboisso le mécanisme d'assistance du Ministère.

Dans le cadre de la célébration de l'édition 2022 de la Journée Nationale de la Solidarité à Aboisso, du 15 au 17 septembre 2022, le Chef du Département de la Communication et des Relations Extérieures de l'Observatoire de la Solidarité et de la Cohésion Sociale (OSCS), M. Eugène Bilé, a expliqué aux populations le mécanisme d'assistance du Ministère de la Solidarité et de la Lutte contre la Pauvreté aux victimes des sinistres. C'était à l'occasion de la première journée des festivités de cette célébration qui a été meublée par une conférence, un panel, une opération de planting d'arbre et des activités sportives. Eugène Bilé a d'abord insisté sur l'importance de la solidarité communautaire et son rôle dans le renforcement de la cohésion sociale. Il a ainsi exhorté les populations à cultiver dans leur entourage les valeurs de solidarité, de fraternité, d'union et de cohésion pour une société harmonieuse. Il a ensuite expliqué comment l'OSCS, en tant qu'organe de veille, d'alerte et d'aide à la décision, collecte à travers son Mécanisme d'alerte précoce (MAP) des informations, pour les acheminer aux acteurs de réponse (les pouvoirs publics) en vue d'apporter des solutions aux problèmes auxquels sont confrontés les populations en cas de sinistres (accidents, inondations, incendies, catastrophes humanitaires, tempêtes...). Il a aussi sensibilisé les populations d'Aboisso sur le bien-fondé de la solidarité et de la cohésion au cours d'une émission sur la Radio Bia FM. Il a saisi l'opportunité pour inviter les habitants de toutes les contrées de la région du Sud Comoé à contribuer à l'animation du Mécanisme d'alerte précoce de l'OSCS, en rejoignant l'équipe de ses moniteurs d'alerte précoce, composée de plus de 9 000 bénévoles répartis sur tout le territoire national.

Adam ABOU

Prix national d'excellence 2022 DEUX MONITEURS DE L'OSCS PRIMES

Mme Baki née Ouattara Aphysata et M. Adou Kouassi Bini, tous deux moniteurs d'alerte précoce de l'Observatoire de la Solidarité et de la Cohésion Sociale (OSCS), respectivement dans les régions du Bounkani et du Gontougo, ont été primés le 5 Août 2022. C'était à l'occasion du Prix national d'excellence 2022, initié par le président de la République Alassane Ouattara. Mme BAKY a été primée pour la valorisation des compétences féminines. Tandis que M. Adou a, quant à lui, décroché le prix du meilleur artisan de paix et de cohésion sociale pour les actions menées dans sa localité en faveur de la paix. « C'est un sentiment de joie qui m'anime. Je me sens honoré de savoir que toutes les actions menées en faveur de la paix ne sont pas restées vaines. Avec cette distinction, l'Etat de Côte d'Ivoire nous met en mission. Nous nous devons donc de continuer nos actions », s'est réjoui Adou Kouassi Bini qui est par ailleurs le président du Conseil d'administration du Centre régional d'appui à la société civile de l'est. Les récipiendaires ont reçu chacun un trophée, un diplôme et un chèque.

Invité sur RTI 1, M. Coulibaly Tiohozon Ibrahima, DG de l'OSCS explique la démarche de la solidarité en Côte d'Ivoire : « NOTRE MECANISME D'ALERTE PERMET D'ETRE AVEC LES COMMUNAUTES, D'INTERPELLER ET D'AVERTIR EN CAS DE SINISTRE.»

Dans le cadre de la célébration de la Journée nationale de la solidarité (JNS) du 15 au 17 septembre 2022 M. Tiohozon Ibrahima Coulibaly, Directeur Général de l'Observatoire de la Solidarité et de la Cohésion Sociale (OSCS) a expliqué sur les antennes de la RTI, le mécanisme d'assistance du Gouvernement aux personnes vulnérables sinistrées. C'était à l'émission « Ça fait l'actualité ». Nous vous proposons un extrait de ces échanges.



Quelle est la démarche que les populations doivent suivre pour solliciter l'assistance du Gouvernement ?

L'OSCS dispose d'un mécanisme d'alerte précoce avec des moniteurs sur l'étendue du territoire national qui fait remonter les informations à Madame la Ministre de la Solidarité et de la Lutte contre la Pauvreté. Elle intervient lorsque c'est un cas d'extrême pauvreté qui mérite une assistance. Devant la récurrence de ces faits, elle a institué le concept "Le dimanche de la solidarité" à travers lequel elle cible des ménages dans des situations de vulnérabilité extrême pour leur apporter soutien et compassion.

Dans le cadre de la Journée nationale de la solidarité, elle a dû intervenir pour assister un ménage de sept personnes qui vivaient presque à la belle étoile. Ce couple a été récupéré par Madame la Ministre. Il lui a été trouvé un habitat décent. Il a été logé pour un an, en attendant qu'on lui trouve un espace aménagé.

Mais l'État ne peut plus tout faire. Il n'y a plus d'État providence. Le Gouvernement met en place des mécanismes d'assistance. Il faut que les populations elles-mêmes s'approprient la solidarité communautaire, en complétant les actions de l'État.

Quel est le profil des personnes concernées ?

Le profil type de bénéficiaires, ce sont les personnes vulnérables. Lorsqu'un incendie ou une inondation survient, il y a certaines personnes qui sont impactées mais elles ont une capacité de résilience qui fait qu'elles n'ont pas forcément besoin d'assistance qu'une personne qui vit au jour le jour. Ce sont ces analyses que le Ministère de la Solidarité et de la Lutte contre la Pauvreté fera pour aller vers les populations les plus vulnérables pour leur apporter l'assistance de l'État. Il n'y a pas une cartographie prédéfinie parce que les sinistres peuvent

intervenir partout. Notre mécanisme d'alerte permet d'écouter, d'être avec les communautés, d'interpeller et d'avertir en cas de sinistre.

On assiste de plus en plus au phénomène des SOS sur les réseaux sociaux, des appels à l'aide et des secours qui ont fait le buzz peut-être au détriment de personnes qui souffrent en silence. Comment réagissez-vous face à ces situations ?

Au niveau de notre Ministère, nous ne nous laissons pas entraîner par le phénomène des réseaux sociaux. Les interventions du Ministère sont très bien structurées. Vous verrez que Madame la Ministre intervient très régulièrement dans les cas qui ne sont pas relayés sur les réseaux sociaux parce qu'elle dispose d'un mécanisme d'alerte qui a des moniteurs dans les communautés. Vous ne verrez pas par exemple sur les réseaux sociaux, les situations de Minfla, d'Affotobo ou Affienou, où il y a eu des cas de décès et autres. Madame la Ministre y va parce qu'il y a un mécanisme très bien organisé qui lui permet d'adresser ces cas. Mais nous sommes dans un environnement où nous ne pouvons pas fermer l'œil sur le boom des réseaux sociaux. Cependant, ce sont des situations qui sont bien analysées et lorsque le besoin se fait sentir, Madame la Ministre intervient. Elle ne va pas se laisser conduire par les réseaux sociaux.

Propos retranscrits sur RTI 1 par Fatou DIALLO

LA NOTE

L'INDISPENSABLE TRÈVE SOCIALE

Menaces de grèves et arrêts de travail rythment le quotidien des populations ces dernières années. Pour créer un climat de paix et de cohésion afin de lui permettre de lancer les chantiers de son programme de réconciliation des Ivoiriens et de reconstruction de la Côte d'Ivoire, le Gouvernement dirigé par le défunt Premier Ministre Amadou Gon Coulibaly, sous l'impulsion du Président de la République, va entreprendre des négociations avec toutes les couches actives de la société, pour un dialogue social constructif. Ces négociations vont aboutir à la signature d'une trêve sociale de 5 ans en août 2017. Ce qui a permis une paix durable et une stabilité indispensable pour la cohésion nationale et l'obtention d'acquis sociaux comme le paiement des stocks d'arriérés des fonctionnaires.

Satisfait des retombées de la première trêve, le gouvernement va poursuivre le dialogue social avec les centrales syndicales. Ce dialogue a abouti à la conclusion d'une deuxième trêve de 5 ans (2022-2027). Cette nouvelle trêve a permis de façon immédiate l'amélioration des conditions de vie et de travail des fonctionnaires et agents de l'Etat, à travers plusieurs mesures salutaires prises par le Président de la République. Ce qui confirme que la paix et la cohésion sociale sont des conditions indispensables au développement et au progrès de tous.

Ningan COULIBALY